

# agriculture et environnement

## repères dans le paysage agricole français

### Agronomes et questions d'éthique : la fin d'un long silence ?

par Philippe Girardin (INRA COLmar)

Si je me réfère aux débats dans les sociétés savantes dans lesquelles nous sommes impliqués, aux articles, tribunes libres, lettres aux éditeurs, etc., des revues que nous avons l'habitude, en tant qu'agronomes, de consulter et dans lesquelles nous intervenons, force est de constater que nous n'abordons pas les sujets d'éthique. Il semble que certains de nos collègues du CNRS, de l'INSERM ou de l'INRA, dans le domaine animal, soient plus sensibles à ces questions, sans doute à cause des thèmes qu'ils abordent (génie génétique, expérimentation sur embryons, choix du sexe, etc.) sans doute, aussi, parce que leurs recherches touchent directement au patrimoine génétique de l'homme, à des questions fondamentales (la transmission de la vie, la mort, l'organisation sociale...).

Lorsque, il y a quinze ans à peine, des agronomes se hasardaient à utiliser leur savoir-faire et leurs connaissances pour souligner l'impact négatif de certaines pratiques sur l'agriculture (rejets de saumure, de métaux lourds...) ou de certaines pratiques agricoles sur l'environnement (retournement de prairie, utilisation non raisonnée de produits xénobiotiques, engrais, pesticides, etc.), ils étaient marginalisés. Les années ont passé et aujourd'hui le respect de l'environnement et la préservation des ressources naturelles sont devenus des soucis majeurs de la société, qui demande à l'agriculture et à la Recherche agronomique de fournir des produits issus de l'agriculture qui respectent la santé du consommateur et d'œuvrer pour léguer aux générations futures une terre qui ne soit pas hypothéquée.

A ce changement d'objectifs correspond aussi un changement d'attitude vis-à-vis de la Recherche, et de la

Recherche agronomique en particulier. Nous n'apparaissions plus, en tant que chercheurs, comme les porteurs de vérité. Si cette étiquette suffisait dans le passé à justifier notre peu d'empressement à nous pencher sur les problèmes d'éthique, aujourd'hui cela n'est plus possible. Nous ne pouvons plus négliger les effets sur la société de techniques agronomiques que nous avons contribué à mettre en place et à diffuser. Il faut savoir assurer les conséquences de ses recherches (fussent-elles des révolutions vertes !), et démentir, enfin, la remarque de Ruttan (1987) « les agronomes... des révolutionnaires à contre-cœur ».

Nous devons, en tant qu'agronomes, nous sentir responsables de la planète. Ceci implique, comme M. Weber le suggérait pour les politiques, de passer d'une *éthique de l'intention* à une *éthique de la responsabilité*. Les motivations ne suffisent plus ; il faut y ajouter la volonté de prendre en compte les répercussions de ses choix.

L'objet principal, pour les agronomes aujourd'hui, d'une réflexion éthique (c'est-à-dire d'une réflexion sur notre comportement moral) serait de prévoir les conséquences de nos recherches pour éviter les crises futures. Cette réflexion doit se faire dès la définition de la démarche scientifique qui précise les objectifs, les attendus et les choix (ou les préférences ?) du chercheur. Une hiérarchisation des objectifs et une analyse *a posteriori* de l'adéquation des méthodes employées aux objectifs fixés sont indispensables. Ainsi, l'agronomie peut avoir plusieurs buts : nourrir l'humanité, fournir un cadre de vie acceptable

aux agriculteurs, avoir le souci de la pérennité de nos écosystèmes, etc.

Il est donc temps que notre communauté scientifique réfléchisse aux implications éthiques de ses démarches.

La priorité que l'on donnera à tel ou tel objectif va orienter les démarches et les méthodes de recherche. Les problèmes liés à la préservation de l'environnement dans les pays occidentaux ne doivent pas occulter la nécessité, au niveau de la planète, de produire pour satisfaire les besoins élémentaires de tous.

Nous devons inscrire dans notre démarche scientifique une réflexion sur les conséquences de nos recherches. Ce qui revient à dire que nous devons intégrer l'intérêt général comme contrainte forte de nos recherches. Mais qui est porteur de l'intérêt général ? Nous sentons-nous, en tant que chercheurs porteurs de l'intérêt général ? Autrement dit, la société est-elle en droit d'attendre de nous plus que de la production de connaissance ?

Je pense que oui. Car ce n'est pas plus de science qui remédiera aux insuffisances de la Science. La société est en droit d'attendre de nous un peu de sagesse, c'est-à-dire, entre autre, de prévoir les conséquences de nos recherches, de dépasser les oeillères de nos disciplines.

Nous sommes conscients que sur la voie de l'approfondissement des connaissances, il n'y a pas de marche arrière possible. Il n'est pourtant pas question de limiter les chemins vers plus de connaissance mais, *le plus en amont possible, de s'interroger sur son usage*. L'histoire des sciences nous montre que ceux qui produisent le savoir ne sont, souvent, pas ceux qui posent ces questions. On peut se demander pourquoi, alors qu'ils sont, mieux que tous, placés pour donner des avertissements sur les risques de l'utilisation de ces connaissances.

Quelles sont donc les barrières qui font que nous nous limitons souvent, en tant que chercheurs, à la production de connaissances sans réellement nous soucier de ces conséquences ? On peut en repérer au moins deux : la peur de ternir l'image de sa discipline et de la science en général et la difficulté de quitter son champ propre d'activité pour s'ouvrir à la complexité.

Cette peur d'aborder la complexité me paraît d'ailleurs révélatrice de la crise de la raison analytique que nous décelons aujourd'hui. Il nous faut trouver une autre attitude pour aborder la nature, une « nouvelle alliance ».

Il nous faut donc réfléchir à une éthique globale. Comment, en tant qu'agronomes, pouvons-nous y participer ?

Pour un tel projet, je suggère plusieurs pistes de réflexion qui pourraient nous fournir les bases de grandes règles déontologiques :

**1 - Prendre en compte les demandes de la société dans la définition de nos objectifs de recherche**, et se soucier de savoir pour qui on travaille et pour qui on ne travaille pas (agriculteurs, consommateurs, décideurs, etc.).

Si les hommes politiques sont responsables « par omission » des conséquences de la science, nous ne pouvons pas nous contenter de leur faire porter seuls le poids des responsabilités en matière sociale et en matière d'environnement, alors que nous ne leur avons pas toujours donné d'outils permettant de décider en connaissance de cause.

Nous avons des comptes à rendre sur le plan de l'éthique. Et il me semble que l'agronome devrait être plus sensible encore que d'autres scientifiques à cela, car, plus on est

proche de la réalité du terrain, plus les motivations morales de ses choix et démarches scientifiques deviennent des questions évidentes.

Etre à l'écoute de l'intérêt général doit être le souci constant. Tout particulièrement lorsque les recherches sont soutenues financièrement, en totalité ou en partie, par des fonds publics. Le questionnement sur le « pourquoi » de nos recherches nous amènera sans doute à travailler étroitement avec des épistémologues qui pourraient faire partie intégrante de notre Institut. L'exploration des voies de recherche qui s'avèrent, à un moment donné, être de « fausses pistes » est une constante dans l'histoire des sciences. Comment gérer le droit à l'erreur ? Car la science dominante fait aussi ces choix de façon non objective, en référence à des écoles de pensée ou sous l'effet de modes.

**2 - Se soucier des conséquences prévisibles sur le plan écologique, économique, social et politique, des pratiques que nous proposons.** On ne peut continuer, comme hier, à ignorer les coûts cachés du productivisme en agriculture, que ce soit parce que nous ne savions pas comment les calculer ou parce que ce n'était pas de notre ressort.

Nous nous sommes « naturellement » concentrés sur la production de connaissances et sur la mise en place de techniques, mais finalement nous nous sommes peu préoccupés de leurs conséquences. Et ceux dont c'était la préoccupation ont été peu lus et écoutés.

**3 - Respecter d'autres idées, d'autres démarches scientifiques et d'autres réalisations que les siennes propres.** Ceci suppose qu'on aménage des espaces de liberté avec les conséquences que cela peut avoir sur les modes de financement, le type de publication ou l'évolution des carrières. Des références d'ordre éthique devraient mieux être prises en compte dans les critères d'évaluation des chercheurs et ceci d'autant plus que leurs responsabilités augmentent.

**4 - Se soucier d'informer sur nos démarches** (et pas seulement sur nos résultats ou nos méthodes) **et fournir des informations complètes et non biaisées** sur les sujets sur lesquels nous sommes compétents. Nous devons également avoir le souci de fournir des éléments d'appréciation ou des outils d'évaluation aux décideurs et aux différents groupes sociaux pour lesquels nous travaillons.

**5 - Transmettre ces règles de déontologie aux personnes que nous formons et que nous encadrons.**

Il faudra qu'un débat de fond s'instaure pour dégager les grandes lignes d'une déontologie pour agronomes, déontologie qu'ils ont déjà plus ou moins tacitement fait leur. Celle-ci doit régler notre comportement. En particulier, le questionnement *a priori* et *a posteriori* sur les « pourquoi » de nos recherches doit être systématique, et les réponses ne pourront plus être de pure forme.

Puisse un code de déontologie, tout en donnant un cadre à notre comportement de chercheur en agronomie, être la première pierre d'une réflexion sur une éthique globale qui va devenir une nécessité qui s'imposera à tous.

